



GLOBAL INSTITUTE FOR THE
PREVENTION OF AGGRESSION

DÉCLARATION SUR L'INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE : UN CRIME D'AGRESSION

La nécessité d'amender le régime juridictionnel du crime d'agression

24 mars 2022

Comme affirmé avec force par l'Assemblée générale des Nations Unies, l'invasion de février 2022 et le recours continu à la force contre l'Ukraine constituent une violation du paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, équivalent à un acte d'agression. De tels actes engagent la responsabilité pénale individuelle selon la définition du crime d'agression contenue dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Statut de Rome) et le droit international coutumier.

En raison de la nature flagrante de la violation par la Russie de l'interdiction du recours à la force et de l'impact dévastateur du conflit en cours, il est essentiel que les responsables du crime d'agression soient traduits en justice. Outre les crimes de guerre et crimes contre l'humanité faisant déjà l'objet d'une enquête en cours par la Cour pénale internationale (CPI), l'Institut mondial pour la prévention de l'agression (GIPA) souligne la nécessité de veiller à ce que les auteurs de ce crime soient tenus de rendre des comptes.

Afin de souligner l'importance fondamentale de l'interdiction du recours à la force et leur engagement en matière de responsabilité, GIPA appelle tous les États à ratifier le Statut de Rome, ainsi que les amendements relatifs au crime d'agression.

Actuellement, la CPI est elle-même dans l'incapacité de poursuivre le crime d'agression commis contre l'Ukraine en raison des limitations imposées à l'exercice de sa compétence sur ce crime, limitations qui ne s'appliquent pas aux trois autres crimes du Statut de Rome. Il s'agit notamment d'une exception juridictionnelle empêchant la CPI d'exercer sa compétence à l'égard d'un crime d'agression commis par des ressortissants ou sur le territoire d'États non parties au Statut de Rome (ce qui inclut la Russie et le Belarus), en l'absence d'un renvoi par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Les événements actuels démontrent l'importance d'envoyer un message clair à tous les agresseurs potentiels, à savoir que les violations manifestes de l'interdiction du recours à la force ne seront pas tolérées, d'où la nécessité de rapprocher la compétence de la CPI en matière de crime d'agression de celle de la Cour en matière de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. GIPA appelle donc les États à revoir les amendements sur l'agression dès que possible,

notant qu'une révision des amendements est requise par la résolution sous laquelle les amendements ont été adoptés.

Kjell Anderson

Stefan Barriga

Michael Bazyler

David Donat-Cattin

Roger Clark

Hans Corell

David M. Crane

Benjamin B. Ferencz

Donald M. Ferencz

Richard J. Goldstone

Gregory S. Gordon

Christopher Kip Hale

Rainer Huhle

Robert Manson

Hope Elizabeth May

Timothy McCormack

Carrie McDougall

Michael A Newton

William R. Pace

Astrid Reisinger-Coracini

Deborah Ruiz-Verduzco

Leila Sadat

Sergey Sayapin

William A. Schabas

Michael P. Scharf

David J. Scheffer

Jennifer Trahan

Manuel J. Ventura

Pål Wrange